



AGROPOLIS
INTERNATIONAL



CIHEAM
IAM MONTPELLIER

Politiques, programmes et projets de lutte contre la désertification : quelles évaluations ?

Programme

Séminaire de recherche, 29-30 juin 2011
Institut Agronomique Méditerranéen, Montpellier
www.csf-desertification.org/seminaire-2011

en collaboration avec : le secrétariat de la CNULD et le Mécanisme Mondial
avec le soutien de : AFD, AUF, Cirad, IRD, MAEE, MEDDTL, MESR

Politiques, programmes et projets de lutte contre la désertification : quelles évaluations ?

Séminaire de recherche, 29-30 juin 2011
Institut Agronomique Méditerranéen, Montpellier

Contexte, problématique, objectifs du séminaire

Ce séminaire organisé à l'initiative du Comité Scientifique Français de la Désertification¹ (CSFD) s'inscrit dans le cadre des activités qu'il a engagées depuis 2005 sur l'évaluation des coûts de la désertification et des bénéfices des investissements dans la lutte contre la désertification (LCD), la gestion durable des terres (GDT) et la valorisation des ressources naturelles des régions arides.

Ces travaux se sont concrétisés en 2006 par l'organisation à Rome d'un atelier international sur les coûts de l'inaction et les opportunités d'investissement dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches². Cet atelier a permis de faire le point sur les démarches macroéconomiques d'évaluation des coûts de la dégradation des terres et leurs résultats ainsi que d'identifier des besoins en terme de méthode d'évaluation des actions de lutte contre la désertification, besoins formulés par les institutions de coopération travaillant à différentes échelles (organisations internationales et de la société civile, agences nationales de développement)³.

Dans ce contexte, le séminaire de recherche « Politiques, programmes et projets de lutte contre la désertification : quelles évaluations ? » aura pour objectifs :

- **Au plan international** de contribuer à la préparation de la seconde grande conférence scientifique de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CNULCD) et de promouvoir l'expertise française dans un cadre international. Les termes de référence de cette conférence qui aura lieu en 2012 visent la production d'une évaluation de l'état des savoirs sur l'économie de la désertification, sur la gestion durable des terres et sur la résilience des écosystèmes. Ils incluent la traduction des résultats scientifiques développés en vue de l'élaboration de politiques et stratégies opérationnelles de développement durable.
- **Au plan national** de faire le point de la recherche francophone sur ces thématiques. Les produits du séminaire porteront sur les outils, les méthodes et les arguments étayés pouvant contribuer à l'élaboration ainsi qu'à l'évaluation de politiques, programmes et projets de restauration du capital naturel et de développement rural en zones arides. Ils seront mis au service des acteurs français de la coopération internationale, agences de développement, ministères, collectivités territoriales, instituts de recherche, délégations officielles à la CNULCD afin d'éclairer l'aide à la décision locale et les négociations internationales en matière d'investissements dans la gestion durable des terres, et de processus d'évaluation des projets, programmes et politiques.

Dans une telle perspective, faire un bilan de quinze ans de mise en œuvre de la convention nécessite d'aborder les paradoxes du développement durable largement repris dans la CNULCD. Il apparaît en effet que l'ambition d'une intégration harmonieuse des dimensions économiques, environnementales et sociétales, loin de s'imposer comme une évidence, révèle au contraire des questionnements d'une redoutable complexité, en particulier si l'on s'intéresse à l'évaluation des politiques, projets et programmes. Peut-on effectivement concilier développement économique, bien-être social et résilience des écosystèmes ? Les dispositifs de mise en œuvre de la CNULCD ont-ils réussi à relever ces défis, si oui comment, si non pourquoi ? Comment hiérarchiser la prise en compte des finalités sociales, économiques et environnementales dans la lutte contre la désertification ? La temporalité des retours sur expérience dans ces trois domaines est-elle compatible ? Quels éclairages nous apportent la recherche ?

¹ Les principaux partenaires français du CSFD sont l'AFD, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer et le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

² Atelier organisé par : Comité scientifique français de lutte contre la désertification (avec Agropolis International), Ministère français des affaires étrangères, Mécanisme Mondial de la Convention Internationale des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CNULCD), FIDA, FAO, Ministère italien des affaires étrangères, avec l'appui de la Banque mondiale, de la GTZ, de l' AFD et de l'OSS

³ Voir sur le site du Mécanisme Mondial de la CNULCD les différents documents réalisés pour ce séminaire :

<http://www.global-mechanism.org/news--events/events/international-workshop-on-the-economic--social-costs-of-desertification/>

Le séminaire a donc vocation à réunir différentes catégories d'acteurs de la lutte contre la désertification afin de confronter les résultats de leurs travaux - recherche et expériences de mise en œuvre - dans une telle perspective de clarification des controverses, afin d'améliorer les processus d'évaluation pour une plus grande efficacité de leurs actions. Il recherchera une représentation large des acteurs concernés : des chercheurs et doctorants de disciplines diversifiées, sciences économiques et de gestion mais aussi sociologie, socio anthropologie, géographie et sciences de la nature, ainsi que des acteurs de la société civile, des ONG et des représentants de la sphère décisionnelle, par exemple des responsables de l'aménagement d'un territoire, mais aussi des acteurs publics nationaux.

Lors du déroulement du séminaire, seront attendus :

- l'explicitation des cadres théoriques, méthodes et outils d'évaluation qui peuvent répondre aux besoins opérationnels des responsables des politiques et des opérations de lutte contre la désertification et la présentation d'expériences et d'études de cas pertinentes ;
- l'exposé de l'intérêt et des limites de leur application en lien avec d'une part les besoins des opérateurs et d'autre part, ceux des populations bénéficiaires ;
- l'analyse des contextes locaux dans leurs dimensions multiples, sociales, environnementales ou institutionnelles et son incidence dans l'exercice d'évaluation ;
- la qualité prospective des grilles de lecture retenues, une dimension stratégique pour les acteurs de terrain et pour ceux décisionnels, sera également explorée.

Programme

Mercredi 29 juin 2011 (Jour 1)

8h30 – 9h00 Accueil des participants

Session introductive

Président de séance : M. Bied-Charreton (CSFD, UVSQ)

9h00 – 9h10 V. Dolle (IAM.M) : Bienvenue

9h10 – 9h20 R. Escadafal (CSFD, IRD) : Introduction

9h20 – 9h40 E. David (Secrétariat UNCCD) : *Evaluation et enjeux scientifiques pour la Convention UNCCD*

9h40 – 10h00 A. Cornet (CSFD, IRD) : *Désertification et lutte contre la désertification, mise en perspective*

9h50 – 10h00 Questions

10h00 – 10h20 *PAUSE Café*

Session 1 – Des outils pour quelles échelles d'intervention ?

Conséquences en terme d'évaluation

Président de séance : M. Bied-Charreton (CSFD)

Modération : M. Garrabe (UM1)

10h20 – 10h40 J.P. Chassany (CSFD, Inra) et J.M. Salles (CNRS) : *Les paiements pour services environnementaux dans les programmes de lutte contre la désertification : potentiels et limites*

10h40 – 11h00 C. Morales (CEPAL) : *Measuring the economic value of land degradation / desertification considering the effects of climate change. A study for Latin America and the Caribbean*

11h00 – 11h20 M. Sghaier, MA Abdeladhim, N. Ounalli, H. Jeder, B. Riadh (LESR, IRA, Tunisie) : *Evaluation intégrée ex-ante d'impact des politiques d'utilisation des terres sur le développement durable dans les régions arides : cas du gouvernorat de Médenine Sud-est Tunisie*

11h20 – 11h40 M. Leroy et L. Mermet (AgroParisTech) : *Evaluer l'efficacité environnementale : pour le développement de systèmes embarqués d'aide au pilotage*

11h40 – 12h15 Débat

12h30 – 14h30 *REPAS*

Session 2 – Approches intégrées et évaluation

Président de séance : S. Quatrini (MM)

Modérateur : S. Treyer (IDDRI)

14h30 – 14h50 L. Rojo Serrano (Ministère de l'Environnement et des Affaires Rurales et Maritimes, Espagne), S. Bautista (Department of Ecology, University of Alicante, Espagne), B.J. Orr (Office of Arid Lands Studies, University of Arizona, Tucson, USA), V.R. Vallejo (Centre for Environmental Studies of the Mediterranean (CEAM) Valencia, Espagne) : *Prevention and Restoration Actions to Combat Desertification. An Integrated Assessment, PRACTICE project*

14h50 – 15h10 M. Fetoui (IRA, Tunisie), M. Loireau (IRD), M. Sghaier (IRA,), F. Chouikhi (IRA), AE Laques (IRD), B. Essifi (IRA), M. Tarhouni (IRA), P. Derioz (IRD), M. Issaoui (IRA), M. Ouessar (IRA), A. Ouled Belgacem (IRA), H. Tâamallah (IRA) : *Une approche intégrée et un outil prototype pour un suivi opérationnel de la désertification en appui aux gestionnaires*

15h10 – 15h30 Z. Sahli (Université Saad Dahleb de Blida, Algérie) : *Aménagement et Lutte contre la désertification : cas du Plan d'aménagement de la wilaya (PAW) de Nâama Sud-Ouest Algérien*

15h30 – 15h50 S. Saïdi (Cirad), I. Haddouche (Université de Tlemcen Algérie), G. Gintzburger et H. N.Le-Houérou : *Désertisation: Méthodes d'études quantitatives. Mise en œuvre d'un indice spatio-quantitatif basé sur le concept de l'Efficacité Pluviale (un cas d'étude en Algérie)*

15h50 – 16h20 Débat

16h20 – 16h40 *PAUSE*

Débat général

Président de séance : A. Cornet (IRD)

16h40 – 17h00 R. Jaubert (IHEID, Genève) : *De 270 millions à 2 milliards de personnes touchées par la désertification : le crépuscule d'une Convention internationale*

17h00 – 17h30 Débat

Jeudi 30 juin 2011 (Jour 2)

Session 3 – Dimensions institutionnelles et sociales de l'évaluation

Présidence : I. Droy (IRD)

Modération : M. Requier (CIHEAM-IAM.M)

- 9h00 – 9h20 L. Gagnol (CNRS, Université de Pau et des pays de l'Adour) : *La mobilité : stratégie adaptative ou symptôme d'inadaptation des sociétés sahéliennes ? Une mise en perspective historique des politiques de lutte contre la désertification.*
- 9h20 – 9h40 P. Hochet (Université de Ouagadougou, Burkina Faso) et L. Arnaldi di Balme (IHEID, Genève) : *Les luttes contre la désertification face à la gouvernance et aux gouvernamentalités foncières en Afrique de l'ouest. Le cas du Burkina Faso*
- 9h40 – 10h00 O. Balarabé (Inra UMR Lameta) et R. Lifran (Inra UMR Lameta) : *Arrangements institutionnels pour une gestion durable du capital naturel en zone soudano-sahélienne*
- 10h00 – 10h20 C. Maldidier : *Quels outils de suivi-évaluation en vue du développement territorial d'une zone aride : explorations à partir du Salar de l'Uyuni (Altiplano bolivien) et de la filière quinoa*
- 10h20 – 10h40 PAUSE café
- 10h40 – 11h00 Débat

Session 4 – Politiques et projets, évaluation des impacts

Président séance : P. Méral (IRD)

Modération : R Lifran (Inra)

- 11h00 – 11h20 M. Aderghal, A. Laouina, M. Chaker et N. Machouri (Université Mohammed V, Maroc) : *Evaluation des projets de lutte contre la dégradation des terres, la commune des Sehoul, Maroc*
- 11h20 – 11h40 R. Peltier (Cirad), F. Rives (Cirad), A. Ichaou (Inra, Niger), P. Montagne (Cirad) : *Croiser évolution de la ressource arborée et perception des populations pour l'évaluation de la gestion communautaire des forêts villageoises au Niger*
- 11h40 – 12h00 B. Bonnet (IRAM) : *Démarches et outils de suivi d'impacts des projets et programmes de gestion des ressources naturelles au Sahel. Quelques enseignements des expériences en Mauritanie, au Tchad et au Niger.*
- 12h00 – 12h20 Débat
- 12h30 – 14h30 REPAS

Session 5 – Panel

L'évaluation en question, regards croisés entre opérationnels et chercheurs

Animation M. Leroy (AgroParisTech), M. Requier (IAM.M)

- 14h30 – 16h00 Avec la participation de l'UNCCD, du Mécanisme Mondial de l'UNCCD, de l'AFD, du Ministère des Affaires étrangères et européennes, du Ministère de l'écologie, du développement durable, du transport et des logements, du CARI et d'autres intervenants

Clôture par les organisateurs

- 16h00 – 16h30 J.P. Chassany (CSFD, Inra), R. Escadafal (CSFD, IRD) – *Synthèse et perspectives*